



EN LUTTE

Ligue Communiste des Travailleurs – section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - QI



**SANTÉ EN LUTTE :
TÉMOIGNAGES DE SOIGNANTS
OPPRESSION : QUELLES
PERSPECTIVES POUR LES
FEMMES TRAVAILLEUSES ?
ACCORD MAROC-ISRAËL**



PHOTO SEBASTIAN CASTELHERY/LEDESK

**150 ANS DE LA
COMMUNE DE PARIS**

Contre la gestion capitaliste de la pandémie, unifions nos luttes !

Cette année nous célébrons une fois de plus le Premier Mai dans une situation de pandémie mondiale. La situation en Inde ou au Brésil est catastrophique, mais les chiffres en Belgique sont aussi dramatiquement élevés : notre pays compte plus de 24 000 morts et notre système de soins est presque saturé. Évidemment, une pandémie de cette ampleur ne peut pas être éliminée rapidement, mais la mortalité et la propagation du virus peuvent être diminuées par des mesures adéquates comme la réorganisation de la production des vaccins en cassant les brevets, la garantie d'un salaire complet pour respecter un confinement strict, des tests massifs sur les lieux de travail, la réquisition d'entreprises pour produire ce qui fait défaut, etc.

Ce n'est toutefois pas ce qu'a fait la bourgeoisie belge. Bien au contraire ! Elle accumule les profits car, même si la crise économique se combine avec la pandémie, les grosses entreprises de secteurs comme l'alimentation, l'industrie pharmaceutique, le commerce en ligne ou bpost, ont continué à faire d'énormes bénéfices ! De plus ce sont ces grosses entreprises qui ont engrangé le gros des aides du gouvernement, pas les petits indépendants.



Et nous, tous les jours, nous nous exposons au virus dans des transports en commun surchargés pour aller au travail, alors qu'une étude a montré que 40 % des infections se font sur le lieu de travail. Le gouvernement et les patrons profitent de cette pandémie pour appliquer une exploitation encore plus brutale aux travailleurs. Cela se reflète clairement dans le programme du gouvernement actuel et concrètement sur le terrain. Chez bpost par exemple, où, avec la complicité des directions syndicales, des cadences infernales sont imposées aux salariés pour garantir les profits juteux du boom du commerce en ligne. Nombreux sont ceux qui télétravaillent et ont l'avantage ne pas être trop exposés au virus. Mais derrière cet argument sanitaire, le gouvernement impose massivement une organisation du

travail rêvée par toute la bourgeoisie, à savoir diviser les travailleurs en les empêchant physiquement d'être concentrés sur le même lieu de travail. De plus, l'argument de « concilier travail et vie de famille » se transforme rapidement en son contraire et les journées sont plus longues avec une pression toujours plus grande.

Et comme toujours, nous ne pouvons que constater que nos directions syndicales collaborent avec le gouvernement. D'abord, elles ont coécrit avec le patronat un manuel permettant le retour au travail « en toute sécurité » entérinant la politique criminelle de ce retour au travail à tout prix ; ensuite elles ont une fois de plus aidé le gouvernement à imposer une augmentation salariale quasi nulle en acceptant d'aller négocier l'AIP sous la houlette des

LIT-QI

LA LIGUE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

- Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky.

Nous revendiquons la révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La LIT a actuellement des sections dans 25 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, à nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

patrons au lieu d'organiser une réelle résistance. Leur trahison se traduit non seulement en recul de nos acquis, mais également en nombre de malades et de morts qui auraient pu être évités s'ils avaient défendu nos intérêts !

Et pourtant, la résistance est plus que nécessaire face à la montée continue de la répression, du racisme et de la xénophobie. Cela se voit dans des lois, mais également sur le terrain. En effet, tout comme pour les mesures qui augmentent l'exploitation de notre travail, la bourgeoisie belge utilise cette pandémie pour augmenter les attaques contre nos libertés démocratiques : imposition de lois sans discussion parlementaire - violant ainsi leur propre démocratie ; interdiction de rassemblement - c'est-à-dire un état d'urgence permanent et un renforcement des pouvoirs des forces de répression. Si cette évolution était déjà une réalité pour une avant-garde militante et pour les secteurs les plus opprimés de notre classe, cela devient de plus en plus une réalité pour tous les travailleurs. Les « forces de l'ordre » montrent leur vrai visage, c'est-à-dire qu'elles maintiennent l'ordre capitaliste en appliquant la politique décidée par leur gouvernement : réprimer tous ceux qui protestent, à tout prix éviter que les gens puissent s'organiser. Pour avoir un bon exemple de l'incohérence de cette politique répressive appliquée au nom de notre sécurité, il suffit d'imaginer l'aubaine pour le virus d'avoir des individus agglutinés les uns contre les autres lors d'une arrestation massive, dans des fourgons, dans des cellules !

Nous appelons en ce Premier Mai à l'organisation de la résistance, à une unification de la lutte, pour réellement combattre cette pandémie et empêcher les patrons de faire du profit en sacrifiant notre santé et notre vie. Pour cela nous devons

décider nous-mêmes des mesures sanitaires à appliquer, que ce soit dans les luttes mais aussi sur nos lieux de travail, comme la protection des plus vulnérables, exiger la fermeture des lieux de travail non sécurisés, etc. Cette pandémie est bien trop sérieuse pour laisser la lutte contre celle-ci dans les mains de nos ennemis de classe.

Et pour imposer notre gestion de la crise, notre classe doit avancer vers l'organisation d'un parti révolutionnaire des travailleuses et des travailleurs, des plus opprimés et de la jeunesse, un parti indépendant des bureaucraties syndicales et politiques. Un parti qui lutte pour les intérêts de notre classe - la seule qui produit des richesses - le plus urgent étant de mettre ce système capitaliste hors d'état de nuire ! Un parti qui, pour remplir cet objectif, avance des propositions dans les luttes pour avancer ainsi dans la construction d'un État à nous, un État socialiste,

qui pourra se donner les moyens de lutter efficacement contre les maux créés par le capitalisme que sont les pandémies, la destruction de l'environnement, la pauvreté et les guerres partout dans le monde.

Abandon des brevets sur les vaccins !

Salaire 100 % garanti en cas de quarantaine !

Les travailleurs et leurs organisations doivent décider des mesures anti-covid !

Organisation démocratique de notre classe pour en finir avec ce système capitaliste basé sur le profit !

Vive le Premier Mai, journée de lutte internationale des travailleurs !

DEMANDEZ LE PROGRAMME D'URGENCE CONTRE LA PANDÉMIE ET LA CRISE ÉCONOMIQUE !

contact@lct-cwb.be



L'oppression des femmes : quelles perspectives pour les femmes travailleuses ?

On ne peut que se féliciter de l'ampleur prise par la mobilisation en faveur des droits des femmes ces dernières années, partout dans le monde. Ces mobilisations ont permis plusieurs conquêtes. Les femmes argentes et irlandaises par exemple ont ainsi arraché le droit à l'avortement, et les violences dont sont victimes nombre de femmes ne sont plus aussi taboues.

Et au-delà de la mobilisation pour des droits qui les concernent directement en tant que femmes, les femmes travailleuses se battent jour après jour dans toutes les mobilisations de notre classe : contre des lois liberticides et les violences policières, contre des coups d'état, pour un travail et un salaire digne, contre le capitalisme et toutes ses conséquences humaines et écologiques.

Ces avancées et ces luttes ne doivent toutefois pas nous faire oublier que ces conquêtes ne sont pas des acquis, et qu'elles doivent être défendues chaque jour, pied à pied. C'est ce que nous rappelle la mobilisation des femmes polonaises, qui se battent actuellement contre les décisions du gouvernement polonais de réduire quasi à néant le droit d'accès à l'IVG.

En temps de crise, le capitalisme montre son vrai visage et ce qui avait été arraché par la lutte nous est retiré afin de nous diviser, d'augmenter l'exploitation de tous et toutes en

faisant pression sur les secteurs les plus opprimés de la classe, parmi lesquels les femmes.

En Belgique aussi, la mobilisation a été croissante ces dernières années. Et en Belgique aussi, les inégalités et les violences subsistent, amplifiées par la situation sanitaire actuelle. On sait ainsi que de nombreux travailleurs du secteur de la santé, impactés directement par la pandémie, sont en fait des travailleuses, que les femmes aussi sont plus nombreuses à travailler dans le secteur informel. Elles ne bénéficient d'aucun droit, d'aucune sécurité sociale ou aide face à la perte de leurs revenus due au covid19. Les violences intrafamiliales ont également augmenté avec le confinement et les situations humaines difficiles, encore amplifiées par le chômage. Quant à l'avortement, les dernières tractations pour la formation du gouvernement quant à sa sortie du code pénal montrent que ce droit est loin d'être définitivement et une bonne fois pour toute acquis.

Dans ces mouvements, les débats idéologiques sont nombreux et animés. Nous regrettons que dans tous ces débats, la perspective de classe soit peu, voire pas du tout présente. Pour nous, si les femmes de la bourgeoisie et les femmes travailleuses se rejoignent parfois sur des revendications communes, comme le droit d'accès à l'avortement par exemple, leurs réalités n'en sont pas moins diamétralement opposées. Pour les femmes travailleuses,

toutes les revendications liées au travail prennent évidemment une importance capitale. Pour les femmes travailleuses, pas d'employée de maison pour soulager la double journée de travail. Pour les femmes travailleuses, que faire d'un accès à l'Interruption Volontaire de grossesse (IVG) lourdement monnayé au lieu d'être gratuit ? Et des femmes chef d'état ou directrice d'entreprise ne changeront rien à l'affaire.

Pour les femmes travailleuses, il s'agit de se battre contre l'oppression liée à leur genre, mais aussi de se battre contre l'exploitation liée à leur classe. Ces deux combats ne s'excluent pas l'un l'autre, mais sont au contraire intimement liés. En effet, le système d'exploitation capitaliste tire bénéfice de l'oppression des femmes. Très concrètement d'abord, en renvoyant vers la famille du travail (courses, préparation des repas, éducation des enfants, ménage, etc.) fourni gratuitement le plus souvent par les femmes, et au niveau idéologique, en créant des rapports inégalitaires entre hommes et femmes et en divisant notre classe. La lutte contre l'oppression et celle contre l'exploitation capitaliste doivent être dès lors être menées de front et se renforcer l'un l'autre, même si mettre fin à l'exploitation ne mettra pas automatiquement fin à l'oppression. Comment ? Nous n'avons pas de réponse toute faite, et chaque mobilisation, chaque combat nous obligera à réfléchir à nouveau cette liaison.

La santé en lutte

« Plus d'effectifs · Plus de salaire · Plus d'humanité ! »

C'est ce que nous avons crié avec les travailleurs de la santé lors du rassemblement pour soutenir leurs camarades de la Résidence Porte de Hal, le 20

avril dernier. Le personnel soignant de cette Maison dite de repos vivait dans un climat de terreur, de harcèlements, de licenciements. « La directrice donne la priorité à l'argent au détriment du bien-être des résidents et du personnel » disait une travailleuse, contrainte à l'anonymat sous peine de représailles. Des travailleurs se sont alors organisés pour faire une campagne, en premier lieu avec

une lettre au Conseil d'Administration, à laquelle la direction a répondu en intensifiant son harcèlement.

Plus que jamais, la solidarité est nécessaire avec la lutte de ces travailleuses et travailleurs de la santé, en première ligne dans la lutte contre la pandémie, une calamité aggravée à l'extrême dans ce système capitaliste qui,

> Suite de l'article page suivante

Trotsky sa vie, son œuvre et son combat

Nous vous invitons à découvrir une série de vidéos réalisée par nos camarades du PSTU (section de la LIT-QI au Brésil), sous-titrées en français par des camarades de Lutte Ouvrière en France, dont voici la présentation : « Ces dernières années, Trotsky est redevenu à la mode. Il est devenu le sujet d'une série sur Netflix et est souvent cité dans la presse. Mais qui était Léon Trotsky de toute façon ? Pour clarifier cela, en séparant ce qui est vrai et faux sur sa vie, nous avons créé une série sur notre chaîne : "Trotsky, sa vie, son œuvre et son combat", présentée par le journaliste Bernardo Cerdeira. Vous



pourrez y découvrir l'histoire du révolutionnaire russe, ses idées et son militantisme politique, ainsi que son combat pour la révolution socialiste. »



<https://www.youtube.com/playlist?list=PLfaK29sNcZodpiyxCsUkiEO8MoDGXJs0n>



effectivement, « donne priorité à l'argent »,

Une manifestation est prévue par le collectif La Santé en Lutte le samedi 29 mai à l'entrée de la Gare Centrale à Bruxelles, et nous appelons vivement à y participer.

Cette manif s'inscrit dans un appel européen, lancé avec plusieurs collectifs. La pandémie est mondiale, et nous sommes tous dans la même tempête, mais nous ne sommes pas tous dans le même bateau ! Cette solidarité doit aller, elle aussi, au-delà des frontières de chaque pays. Sur notre site <<http://lct-cwb.be/>>, nous publions un entretien avec un camarade d'un collectif en France, et un autre avec une camarade d'un collectif au Royaume-Uni, participants de cet appel européen. En voici quelques extraits :

En France

<http://lct-cwb.be/index.php/europe-mainmenu-117/france/542-lutte-pour-la-sante-en-france>

Un infirmier d'un hôpital de Brest, appelons-le Gérard, a une expérience de 18 ans dans le métier. Il a vécu des expériences pas toujours très encourageantes avec la direction syndicale de la CGT, mais le mouvement contre la loi Travail de 2016 l'a motivé à s'engager résolument dans la lutte des travailleurs, et en particulier, dans son secteur où des collectifs en lutte se sont créés localement. Il se rappelle que, déjà dans ses premières années de travailleur, on dénonçait l'« hôpital d'entreprise ». Gérard dénonce « le privé qui [...] privilégie les interventions les plus rémunératrices », et les contre-réformes dans la santé où les grands complexes hospitaliers doivent être gérés pour « faire la

concurrence » avec ce privé. En juin 2020, le gouvernement a mis en œuvre un Ségur de la santé, une consultation dite populaire. À Brest, les travailleurs étaient 5000 dans la rue pour protester. Mais pour Gérard, « le constat est sans appel, les fermetures de lits se poursuivent, nous demandons une augmentation de 300 euros et l'on aura 180. Rien sur la démocratie à l'hôpital : le directeur reste seul maître à bord ».

Gérard valorise l'action unitaire avec les collectifs et les Gilets Jaunes, parfois soutenus par la CGT, mais où la CFDT « ne participe que du bout des pieds ». Mais il « reste optimiste : je vois bien une augmentation des mouvements sociaux et leur amplification depuis 2016. Cette année, nous fêtons les 150 ans de la Commune : qui sait ? »

Au Royaume-uni

<http://lct-cwb.be/index.php/europe-mainmenu-117/autres-pays/541-interview-l-annee-de-vivre-en-danger>

Dafydd Jones, étudiante en troisième année d'infirmier, réfléchit sur la campagne pour les salaires et les conditions de travail au sein du NHS (National Health Service, le service des soins de santé au Royaume Uni) en cette année de pandémie. Le NHS Workers Say No regroupe depuis quelques années des travailleurs de la santé à la base, qui « disent NON » au blocage de leur salaire y à la dégradation des conditions de travail. Et l'adhésion au groupe a eu une forte augmentation dans la lutte en cette année de pandémie.

Dafydd Jones constate que dans cette lutte, « les syndicats ont brillé par leur absence pendant la plus grande partie de la

campagne ». Et quand ils se sont finalement quand-même impliqués, il y a eu quelques résultats, et « cela traduit l'influence du travail des militants de base ».

Dans ce cadre, Nurses United, l'organisation du personnel infirmier, a été au premier plan de la mobilisation. Mais Dafydd regrette que l'enseignement est structuré de façon à ce que « les étudiants infirmiers ont hésité à s'impliquer publiquement dans la campagne, de peur d'attirer une attention négative qui pourrait avoir un impact sur le processus de leur promotion ». Toutefois, « les événements récents ont

alimenté la colère des étudiants ». Ceux-ci se sont mis à disposition des hôpitaux pour travailler au-delà de la période de stage prévue, mais ils ont appris assez vite qu'ils devaient ainsi fournir du travail non rémunéré. La mobilisation a grandi parmi des étudiants sans

expérience de luttes, mais elle a quand-même connu les limites du « travail online ».

Dans ce contexte, Dafydd se réjouit d'une avancée de la solidarité internationale : depuis décembre 2020, NHSWSN a établi des liens avec La Santé en Lutte en Belgique.

**Tous à la Manif du collectif La Santé en Lutte !
samedi 29 mai
à l'entrée de la Gare Centrale à Bruxelles**



Bpost : une exploitation sauvage des travailleurs.

56.000 euros par mois. Non ce n'est pas le montant du dernier jeu à gratter de la Loterie nationale, c'est ce que gagne le nouveau patron de bpost. Cette somme, la même que pour son prédécesseur, ne représente qu'une toute petite fraction de ce que les actionnaires de bpost empochent grâce au travail de tous ses travailleurs, dont beaucoup ne sont payés que 1200 euros par mois.

La pandémie a eu un effet énorme sur le commerce en ligne : une hausse de 25 % des paquets traités par bpost. Le rythme de travail était déjà intenable avant la crise sanitaire, le nombre de paquets était déjà passé à + 300 000 paquets par jour. Il est maintenant à plus de 500 000, pour toute la Belgique !

Pour beaucoup de gens, bpost, ce sont les facteurs qui leur amènent leur colis et leur lettre, et les travailleurs au guichet, où ils peuvent déposer un paquet ou un recommandé. Mais pour acheminer les colis et les lettres, il y a également des employés, des agents de tri, des chauffeurs, en tout 20 000 travailleurs. Parmi eux, il y a différents types de contrats (statutaires, contractuels barémiques et contractuels non barémiques), à quoi il faut ajouter des intérimaires avec des contrats d'un jour ou d'une semaine. Un travail dur, tant par le poids à transporter, la cadence, que par le bruit infernal qu'il y a dans les centres de tri où l'on retrouve principalement des travailleurs d'origine étrangère. C'est grâce à toute cette souffrance que les colis arrivent.

Et pour remercier les travailleurs, bpost se moque d'eux en leur adressant une carte de remerciement ou en leur offrant une gaufre ou des chèques-consommation, des chèques à utiliser notamment dans l'horeca, la culture et les sports !

Mais cela pourrait être différent si l'argent récolté par le boom du commerce en ligne n'était pas destiné à assouvir l'appétit sans borne des actionnaires de bpost et servait à améliorer les conditions de travail, augmenter les salaires, engager du personnel et donner des CDI à tout le monde, et si bpost décidait de n'accepter que les colis de première nécessité en période de confinement. D'autre part, l'argent n'a pas non plus servi à favoriser les « clients ». Après une hausse des tarifs de 5,1 % au 1er janvier 2020, les prix du timbre ont encore été « adaptés » à partir du 1er janvier 2021.

Bien au contraire, vu les « mauvais » résultats de bpost, c'est-à-dire moins de bénéficiaires que prévu, le conseil d'administration a licencié le CEO. Mais que fait le gouvernement - car on nous présente toujours bpost comme une « entreprise publique » ? Rien de bon. Au contraire, il a tout fait pour que bpost soit maintenant privé, en particulier sa banque, vendue 100 % à la banque française BNP Paribas-Fortis, livrant l'épargne de millions de travailleurs à une multinationale française !

L'avantage principal pour ses patrons de maintenir la fiction d'une bpost comme entreprise « publique », c'est qu'il n'y a pas d'élections sociales, un exercice démocratique bien trop dangereux qui risquerait de mettre en danger

la « paix sociale » garantie par la collaboration honteuse des directions des trois syndicats.

En effet, si les travailleurs souffrent autant c'est grâce à la docilité et à l'action, ou le manque d'action, des directions syndicales qui cassent toute volonté d'action spontanée des travailleurs. Ce sont les premiers à intervenir pour faire reprendre le travail à ceux qui osent déclencher spontanément un arrêt de travail. Ce sont eux qui parfois négocient et ne font rien contre toutes les mesures qui se mettent en place actuellement pour contrôler et sanctionner les travailleurs et ainsi augmenter la « productivité ». Notons ainsi que les heures de travail prestées le week-end seront considérées comme si c'était des jours de la semaine, donc sans sursalaire ; ou le fait que les colis se distribueront le dimanche.

Ces syndicalistes-là ne sont pas aux côtés des travailleurs, mais bien du côté de la direction de bpost !

Contre la pandémie il faut prendre des mesures d'urgences. Bpost doit garantir des conditions de travail sûres, des tests systématiques et un salaire garanti à 100 % en cas de test positif, et une vaccination prioritaire selon les risques de la fonction. Toutes ces mesures doivent être discutées, définies et contrôlées par les travailleurs et leurs syndicats dans des comités de surveillance.

Pour cela, il faut que les travailleurs de bpost de chaque centre de tri, de chaque bureau de poste, de chaque lieu de travail, s'organisent et s'unissent, dans des arrêts de travail, des assemblées pour organiser des actions qui imposent leurs exigences à la direction de bpost. Et ce



n'est pas la combativité des travailleurs qui manque. Lors de la grève générale du 29 mars, dans différents secteurs, ils ont arrêté la production, en solidarité avec leurs camarades de classe d'autres branches.

Il faudra également discuter sur la manière de s'organiser pour empêcher que ces actions soient déviées par les directions syndicales vers des discussions stériles avec la direction. Les syndicats doivent soutenir les actions des travailleurs !

Augmentation de salaire, maintenant ! CDI pour toutes et tous !

Contre l'exploitation sauvage chez bpost, organiser la lutte dans tous les secteurs.

Unité de la lutte chez bpost avec d'autres luttes en cours !

Renationalisation de bpost ! Pour un service de qualité, gratuit et accessible à tous !

Aussi sur notre site internet :

Stop au génocide ! Casse immédiate des brevets de vaccins

SENEGAL : L'étincelle manquait pour que le feu s'allume

8 mars : Nous nous battons pour un monde sans pandémies, sans machisme et sans capitalisme !

CUBA : ce que signifie le « jour zéro »

Covid et la petite bourgeoisie appauvrie. Une analyse sociale du négationnisme.

www.lct-cwb.be

Abonnez-vous !

Par son auto-financement, notre journal **En Lutte** est 100 % indépendant. Il se vend de main à main mais, pour le soutenir, vous pouvez aussi vous y abonner (en Belgique), au prix de 20 EUR pour 10 numéros.

- Versez le montant sur le compte *Ligue Communiste des Travailleurs* BE83 6528 5492 2215 avec mention de votre nom et « Abonnement EL »
- Communiquez votre adresse postale à contact@lct-cwb.be

Paris ouvrière armée

Les leçons d'une page glorieuse du mouvement ouvrier

Lénine et Trotsky n'avaient aucun doute et l'ont toujours répété : la victoire d'octobre 1917 a été possible, entre autres, grâce à l'étude détaillée que les bolcheviks ont faite de la Commune de 1871. [1] D'autre part, le socialisme français - et son histoire de révolutions, de 1789 à 1794, des années trente du 19e siècle à juin 1848 - fut l'une des trois sources de l'élaboration de Marx et Engels (les deux autres étant l'économie anglaise et la philosophie allemande, c'est-à-dire Ricardo, Hegel et Feuerbach).

Il est donc important d'étudier actuellement la Commune, ses acquis et ses erreurs. Ce n'est pas un exercice rhétorique concernant le calendrier des commémorations, ce n'est pas une étude académique : c'est un travail d'étude indispensable pour construire des révolutions futures victorieuses.

Francesco Ricci
Partito di Alternativa Comunista
section italienne de la LIT-QI
le 18 mars 2021

bourgeois fuit la capitale et se réfugie dans la banlieue de Versailles.

La première structure de type « soviétique » de l'histoire.

La Garde nationale était une vieille institution qui remontait à la Révolution de 1789-1794. Mais si, lors de la première révolution française, elle fut essentiellement un instrument de la bourgeoisie ; si, dans la révolution de 1848, en juin, elle fut l'un des instruments de la contre-révolution bourgeoise contre la première insurrection ouvrière ; en 1871, elle était autre chose.

Elle fut reconstituée sur de nouvelles bases en 1870, après que la défaite de Napoléon III dans la guerre contre les Prussiens de Bismarck, [qui avait mené à l'unification de l'Allemagne,- NdT] avait ouvert la voie à une nouvelle République (dirigée par un gouvernement bourgeois). Elle était devenue une milice d'ouvriers. Trois cent mille ouvriers armés à Paris constituaient, comme

l'écrivait Marx à cette époque, le principal obstacle que la bourgeoisie trouvait devant elle. Un obstacle à la tentative du gouvernement de faire payer la crise économique (et les dettes de guerre) par les travailleurs. C'est pourquoi Thiers avait auparavant tenté de la disperser, de réduire puis de supprimer le « salaire », et enfin, de la désarmer.

Cette nouvelle Garde nationale, composée de travailleurs industriels et d'artisans, s'était dotée d'une structure et d'organismes propres [2]. Les ouvriers constituaient alors une classe relativement développée et fortement concentrée à Paris : 70 000 ouvriers étaient employés dans les chantiers navals ; les autres grandes concentrations étaient le Govin, une usine de locomotives, l'usine d'armes du Louvre, etc. Et la Garde nationale avait une conformation qui anticipait, d'une certaine manière, les conseils d'ouvriers et de soldats (les soviets) qui allaient naître en Russie lors de la première

La nuit des canons

Dans la nuit du 17 au 18 mars 1871, les soldats du gouvernement républicain de Thiers, qui avaient été repoussés au quartier de Belleville de Paris, cherchaient à reprendre les 271 canons et les 146 mitrailleuses que la Garde nationale avait installés sur la butte de Montmartre qui domine la ville. Mais le prolétariat, avec les comités de femmes à la tête (dont celui de la professeure Louise Michel), bloque le passage et invite les soldats à désobéir aux ordres, à se soulever contre les généraux. C'est le début de l'insurrection qui, sous la direction du Comité central de la Garde nationale, occupe tous les centres nerveux de la ville et s'empare de l'Hôtel de Ville, siège du gouvernement. Le gouvernement

révolution de 1905 et, à nouveau, lors de celle de février 1917.

Deux mois de gouvernement ouvrier

L'insurrection et la prise du siège du gouvernement et de Paris, la division de l'armée et sa dissolution en tant que structure de domination capitaliste, c'est-à-dire la rupture révolutionnaire de l'État bourgeois, constituent la naissance du premier gouvernement ouvrier de l'histoire. Un gouvernement qui ne durera que deux mois.

Deux mois qui ont révolutionné la société dans ses bases. Il y avait une centaine de quotidiens des communards. Les assemblées quotidiennes pour organiser le nouveau pouvoir sont infinies : faute de lieux pour les réunions, les curés et leurs crucifix sont expulsés des églises, transfor-

central de la Garde nationale appelle à de nouvelles élections pour élire non pas un autre parlement, mais précisément une Commune (avec environ 90 membres), qui assume les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire.

Le gouvernement ouvrier prend immédiatement une série de mesures : réquisition des usines, et leur réorganisation sous contrôle ouvrier ; réquisition des maisons vides et leur réaffectation aux travailleurs ; soins médicaux gratuits (et droit des femmes à l'avortement) ; réforme complète de l'école (qui ne serait plus un instrument de la bourgeoisie), expropriation des biens de l'Église...

Seule une partie de ces mesures a été effectivement réalisée. Il y a eu un manque de temps, un manque d'orientation sans ambiguïté et cohérente de la part du gouvernement.

ouvrière, en encerclant Paris par les armes et en l'envahissant pour y perpétrer un massacre sans précédent (on compte plus de cent mille victimes des exécutions sommaires, des procès, des persécutions menées par la bourgeoisie). Le 28 mai 1871, les troupes du gouvernement de Thiers (reconstitué avec l'aide de Bismarck) brisent la dernière barricade et reprennent Paris.

Erreurs, limites et contradictions de la Commune

Même en la définissant immédiatement comme « le plus grand événement du mouvement ouvrier », et en travaillant sans cesse pour soutenir le développement de la lutte à mort contre la bourgeoisie, Marx et Engels n'ont jamais cessé de signaler les erreurs et les limites de la Commune, en essayant (pendant ces deux mois) d'apporter des corrections décisives ; et en essayant (après la chute de la Commune) de propager les leçons, même négatives, pour tirer parti des enseignements de cette défaite et avancer vers de nouvelles victoires plus durables.

Dans des dizaines de lettres écrites à cette époque, et dans chaque texte ultérieur, les deux principaux dirigeants communistes du mouvement révolutionnaire ont indiqué, en particulier, certains points qui ont contribué à l'échec de cette expérience grandiose. Ici, pour des raisons d'espace, nous n'indiquerons que sommairement les leçons négatives que Marx a tirées de la Commune. Nous pouvons les résumer en deux points.

Premièrement : les mesures économiques effectivement mises en œuvre par la Commune étaient insuffisantes. (Dans ce cas a prédominé particulièrement la composante proudhonienne, c'est-à-dire



mant chaque lieu en un instrument pour l'administration du pouvoir ouvrier.

Quelques jours après la prise du pouvoir, après la fuite à Versailles des parlementaires bourgeois (élus par la nouvelle République), le Comité

Il fallait surtout défendre immédiatement le nouveau pouvoir contre l'assaut des bourgeoisies française et prussienne qui, ennemies dans la guerre qui venait de s'achever, trouvèrent une pleine unité d'intentions au moment d'écraser la révolution

anarchiste et réformiste). En particulier, tout en théorisant et en pratiquant partiellement l'expropriation de la propriété bourgeoise des moyens de production, la Commune s'est prosternée devant la Banque nationale et a demandé... un prêt, au lieu de s'en emparer.

Deuxièmement : les mesures politico-militaires étaient insuffisantes, tardives et confuses. Au lieu d'attaquer le gouvernement qui s'était échappé à Versailles, avant qu'il ait eu le temps de se réorganiser et d'encercler Paris, on attendait, puis on tarda aussi à organiser la défense armée de la capitale, la confiant dans divers cas à des officiers incapables et excédant en générosité contre les adversaires qui se préparaient à prendre les armes. (La « terreur rouge » contre les ennemis de la révolution était, comme le rappelle Engels, plus annoncée que pratiquée, ou pratiquée avec une « gentillesse excessive ».) Au lieu de donner la priorité à l'extension de la révolution aux autres grandes villes françaises, seul moyen de rompre l'isolement politique, la Commune se referme sur elle-même, et le Comité central de la Garde nationale « perd du temps » (l'expression est de Marx, reprise par Trotsky) en voulant céder le pouvoir qu'il a conquis à une structure élue, au point de convoquer à des élections pour la Commune (formellement au « suffrage universel », mais auxquelles, en fait, seuls les ouvriers ont participé, les bourgeois ayant largement fui ou étant contraints au silence).

Un « point de départ d'importance historique ».

Même avec ses contradictions, ses limites et ses erreurs, dans ses intentions subjectives, dans le sens général qu'elle a exprimé, rappelle Marx, la Commune fut le premier gouvernement ouvrier de l'histoire,

le premier gouvernement de travailleurs gouvernant pour les travailleurs. C'est pourquoi Marx écrit, quelques semaines avant la défaite, dans une lettre à Kugelmann : « Quel que soit le résultat immédiat, un point de départ d'importance historique universel a été conquis ».[3]

A quoi Marx faisait-il référence ? En particulier, au fait que la Commune avait enseigné pour toujours, dans la pratique (et cela valait plus que mille

révolutionnaire est nécessaire, c'est-à-dire l'insurrection et la guerre civile (dont la durée et le degré d'intensité et de violence ne dépendent pas d'un choix des révolutionnaires, mais du degré de résistance que les classes dirigeantes seront capables d'opposer pour défendre leur propriété des moyens de production et d'échange). L'État de la bourgeoisie, renversé par la révolution, doit être remplacé par un autre État, fondé sur les organismes de lutte des travail-



programmes et textes), que les travailleurs ne peuvent pas simplement « conquérir » l'État de la bourgeoisie et le « convertir » à leurs intérêts. Cet État, ses institutions, son parlement (même le plus démocratique), ses corps armés, doivent être « cassés » ; une impossible œuvre de « réforme pacifique » ne suffit pas, la rupture

leurs, un État ouvrier. La dictature de la bourgeoisie (dictature d'une infime minorité sur la grande majorité) doit être remplacée par une dictature du prolétariat (qui dans la société constitue la grande majorité). En d'autres termes, une autre économie, centralisée et planifiée sur la base des demandes de la majorité,

qui ne peut être basée sur la fausse et formelle démocratie bourgeoise et ses institutions : un autre État, une autre démocratie sont nécessaires. Pour Marx, les ouvriers de la Commune, avec leur tentative héroïque (et malheureusement ratée) ont indiqué dans la pratique, pour la première fois dans l'histoire, « la forme enfin trouvée » de la domination prolétarienne. Pour la première fois, ils ont construit un gouvernement ouvrier, car pour la première

les gouvernements de la bourgeoisie et à subordonner ainsi les intérêts des ouvriers aux intérêts bourgeois, sacrifiant la lutte de classes aux présumés (et inexistantes) « intérêts communs » des classes.

Il s'agissait en fait d'une conquête « théorique » (imposée dans la pratique) d'une importance fondamentale. Ce n'est pas un hasard si, chaque fois que le mouvement ouvrier (guidé par les directions traîtresses) a abandonné cette « conquête » et renoncé à l'indépendance de classe par rapport à la bourgeoisie et à ses gouvernements, il s'est retrouvé dans une impasse. Ce n'est pas un hasard si le cœur de toute politique réformiste, c'est-à-dire contre-révolutionnaire, a toujours consisté à pousser les travailleurs à croire à la collaboration de gouvernement avec l'adversaire.

Toute la politique de trahison menée par la social-démocratie au début du XXe siècle et qui s'est traduite par le soutien aux gouvernements bourgeois engagés dans le massacre de la Première Guerre mondiale ; toute la politique des soi-disant « fronts populaires » dirigés par le stalinisme à partir des années 1930, qui comprenait le soutien ou la participation directe aux gouvernements bourgeois ; toute la politique de la social-démocratie dans les décennies suivantes, jusqu'à la version (caricaturale) représentée par le réformisme gouvernemental d'aujourd'hui (en Italie, avec l'expérience désastreuse de Rifondazione dans le premier et le deuxième gouvernement Prodi, ainsi que dans des dizaines de gouvernements régionaux et locaux, une expérience que les dirigeants réformistes voudraient faire revivre pour un avenir post-Berlusconi) ; toutes ces défaites auxquelles le réformisme a conduit le mouvement ouvrier reposent

sur l'annulation de la « forme enfin découverte » par les ouvriers parisiens. C'est pourquoi non seulement la bourgeoisie mais aussi le réformisme de toutes les époques (sans exclure les anarchistes qui se sont engagés dans ce sens) ont tout fait pour effacer ou du moins falsifier cette page d'histoire. C'est pourquoi celle-ci n'appartient pleinement qu'aux révolutionnaires.

Sans parti communiste, aucune révolution ne pourra vaincre et se développer.

Mais notre reconstruction de la Commune et de ses enseignements, bien que nécessairement schématique, serait tout à fait incomplète si nous ne disions rien sur la principale cause (selon Marx, Lénine et Trotsky) de sa défaite. Tous les grands dirigeants révolutionnaires qui ont étudié la Commune s'accordent à dire que celle-ci a échoué par l'absence d'une direction, d'un parti avec cohérence marxiste. Aucune révolution de l'histoire ne s'est produite « spontanément » (la « génération spontanée » n'existe ni dans la nature ni dans la politique). Il y a toujours des directions, dont la qualité détermine les chances de victoire de la révolution.

En effet, tous les courants de gauche de l'époque (néo-jacobins, proudhoniens, anarchistes bakouniens, blanquistes) étaient présents dans la Commune et, bien qu'une majorité des dirigeants étaient liés à l'Association Internationale des Travailleurs (c'est-à-dire la Première Internationale), quelques-uns seulement étaient proches des positions de la majorité de l'Internationale, c'est-à-dire proches des positions de Marx et d'Engels. (Les principaux textes de Marx, à commencer par le premier livre du Capital, publié en 1867, étaient largement inconnus



fois, ils ont complètement détruit le gouvernement de la bourgeoisie, réfutant la politique de collaboration de classes qui, jusqu'alors (par exemple, en France, en février 1848, avec l'entrée de Louis Blanc dans le gouvernement bourgeois), avait conduit les représentants des ouvriers à occuper des postes dans

en France, même par les dirigeants communards).

Il ne manquait donc pas d'organisations liées aux divers courants du mouvement ouvrier. Il existait même un embryon de parti (le Comité Central des Vingt Districts, une organisation de militants d'avant-garde, née en septembre 1870 et basée sur un programme d'opposition de classe à la bourgeoisie). Mais les quelques marxistes, présents dans diverses organisations, et parfois (rarement) responsables de tâches de direction dans la Commune, ne disposaient pas encore d'un parti propre.[4] Cela explique la raison des oscillations, des hésitations, des retards, et des énormes erreurs dans la conduite de la Commune. Et cela explique aussi pourquoi Marx, quelques semaines avant l'insurrection parisienne, espérait que le temps de l'affrontement de classes (précipité par l'attaque bourgeoise pour désarmer la Garde nationale) permettrait aux ouvriers révolutionnaires de construire ce parti qui faisait défaut.[5]

Ce fut précisément l'échec de la Commune qui conduisit à la crise, et donc à la décision de dissoudre la Première Internationale (basée sur

une « naïve unité de réformistes et de révolutionnaires », selon l'expression d'Engels), pour donner vie à une Internationale et à des partis « entièrement marxistes ».[6]

Comme le concluait Trotsky : en Russie, c'est justement la présence d'un parti « tout à fait marxiste » (le parti bolchevik) qui a permis que la Commune de Pétrograd de 1917 ne soit pas massacrée comme celle de Paris, et qui a permis de constituer de manière non éphémère une véritable dictature du prolétariat (quoique aussi malheureusement détruite par l'œuvre ultérieure du stalinisme).[7]

Tel est le principal enseignement laissé en héritage par les ouvriers qui, il y a cent cinquante ans, formèrent le premier gouvernement ouvrier de l'histoire : même les révolutions qui actuellement se développent en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, les révolutions qui demain pourront enflammer l'Europe et les pays occidentaux, ne réussiront à s'imposer et à se développer en direction du socialisme que si elles savent construire, à la chaleur de ces processus, ces partis avec cohérence marxiste (c'est-à-dire, aujourd'hui, trotskistes), ainsi que cette

Internationale avec cohérence communiste (c'est-à-dire, aujourd'hui, la Quatrième Internationale), qui sont des instruments indispensables pour renverser la domination capitaliste et obtenir la victoire.



**Sur le même sujet,
retrouvez sur notre
site internet le texte de
Trotsky :**

***Les leçons de la
commune (1921)***

**et celui de Lénine :
À la mémoire de la
commune (1911)**



Notes

^[1] Une grande partie de *L'État et la Révolution*, le livre que Lénine a écrit à la veille de la révolution d'Octobre, et tous les principaux textes (par exemple, les Thèses d'Avril) avec lesquels le dirigeant bolchevik « réarma » le parti dans son programme pour le conduire à la victoire, sont imprégnés de références à la Commune de 1871.

^[2] À la fin de février 1871, une assemblée de deux mille délégués des bataillons de la Garde nationale approuve sa constitution en Fédération républicaine. Le premier point du programme est l'abolition de l'armée permanente et son remplacement par une milice des travailleurs. C'est la proclamation de la rupture avec l'État bourgeois et la manière de dissoudre sa « bande armée » et de s'imposer comme seule force armée.

^[3] Lettre de Marx à Kugelmann, 17.04.1871.

^[4] Il existait à Paris un représentant direct de l'AIT, Serrailier, envoyé par Marx. Marx ne pouvait en outre compter à Paris que sur un autre dirigeant, l'ouvrier d'origine hongroise Leo Frankel, et quelques marxistes isolés, par exemple la jeune Elisabeth Dmitrieff, militante d'origine russe, encouragée par Marx à aller à Paris, en mars 1871, et qui deviendra dirigeante de l'Union des femmes. Nous savons que Marx entretenait également une correspondance avec Eugene Varlin (la figure la plus intéressante de la Commune) et qu'il écrivit plusieurs lettres à Varlin, à Serrailier et à Frankel (des lettres en grande partie perdues).

^[5] « Ils utilisent calmement et résolument toutes les possibilités offertes par la liberté républicaine pour travailler à leur organisation de classe. Cela donnera de nouvelles forces herculéennes (...) pour notre œuvre commune, l'émancipation du travail. » C'est ce que Marx écrivit dans le deuxième « Message pour le Conseil général de l'Internationale » (9 septembre 1870), publié dans *La guerre civile en France*.

^[6] Engels : « Je crois que la prochaine Internationale, après que les livres de Marx auront exercé leur influence pendant quelques années, sera purement communiste et propagera directement nos principes. » (Lettre à A. Sorge, 12.09.1874)

^[7] Dans divers textes des années trente (voir la note bibliographique ci-contre), Trotsky met à jour l'analyse classique de Marx et de Lénine sur la Commune, et commente comment celle-ci ne fut pas une véritable dictature du prolétariat, mais seulement un embryon : justement parce que, même si un embryon de soviét (le Comité central de la Garde nationale) était présent, il y manquait un parti marxiste d'avant-garde qui, confronté aux courants réformistes (comme l'ont fait les Bolcheviks en 1917 contre les Mencheviks et les Socialistes révolutionnaires) et les détruisant politiquement, eut gagné les organismes de lutte des travailleurs pour un programme communiste cohérent tourné vers la dictature du prolétariat.

Lectures pour mieux connaître la Commune de 1871

Cette feuille de route de lecture peut être utilisée par ceux qui souhaitent approfondir la connaissance de la Commune de 1871.

1) Karl Marx, *La guerre civile en France*, contient les textes les plus importants écrits par Marx pour la Première Internationale, sur la guerre franco-prussienne et sur la Commune de Paris.

2) V. I. Lénine, *L'État et Révolution*, est le texte fondamental de Lénine sur le marxisme et l'État. Un chapitre entier est consacré à la Commune de 1871.

3) V. I. Lénine, *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*. Il s'agit de la polémique contre Kautsky et de sa conception de l'abstraction d'un État placé au-dessus des classes. Ici aussi, le thème de la Commune est central.

4) Léon Trotsky, *Les leçons de la Commune*, (1921)

5) Léon Trotsky, *Terrorisme et communisme*. (1919) C'est un texte fondamental de Trotsky, qui constitue un deuxième « anti-Kautsky », moins connu que celui de Lénine. Mais, à certains égards, il est encore plus efficace pour défendre la dictature du prolétariat contre les attaques révisionnistes du réformisme.

6) Jean Bruhat, Jean Dautry, Emile Tersen, *La Commune de 1871*. (Éditions Sociales, 1960) Il s'agit certainement de la meilleure histoire de la Commune, la plus fiable (bien que leurs opinions peuvent ne pas toujours être partagées).

7) Bernard Noel, *Dictionnaire de la Commune* (Mémoire du livre, 2000) est un Dictionnaire très utile pour ne pas se perdre parmi les événements, les protagonistes et les noms de la Commune.

8) Charles Rihs, *La Commune de Paris, sa structure et ses doctrines* (Ed. du Seuil, 1973). C'est le meilleur texte critique sur la Commune. Il contient une étude approfondie des divers courants du mouvement ouvrier qui ont animé la Commune, et de leurs conflits.

9) Jean Dautry, Lucien Scheler, *Le Comité Central Républicain des vingt arrondissements de Paris* (Éditions Sociales, 1960). C'est un texte fondamental, de fait le seul qui étudie de façon approfondie cet embryon

de parti ouvrier qui naît à la veille de la Commune et dans lequel les dirigeants ont eu, individuellement, un rôle central.

10) Michel Cordillot, *Eugene Varlin* (Ed. Ouvrières, 1991). La biographie la plus récente (et bien documentée) du dirigeant ouvrier le plus avancé de la Commune (son rapprochement au marxisme fut interrompu par les balles de la répression).

11) Enfin, une analyse des positions de Marx, Engels, Lénine et Trotsky sur la Commune (lues à la lumière des informations sur la Commune fournies par l'historiographie du 20e siècle) se trouve dans : F. Ricci, *La Comuna de Paris (1871): antecesora da Comuna de Petrogrado (1917)* [La Commune de Paris (1871) : préceuse de la Commune de Pétrograd (1917)], publié en portugais et en espagnol dans *Marxismo Vivo*, la revue théorique de la Ligue Internationale des Travailleurs-QI, n. 16, 2007.



L'accord Maroc - Israël : un accord contre les peuples



Le 10 décembre 2020, le président Trump annonce qu'il reconnaît au Maroc le droit d'annexer à son territoire la République Arabe Sahraoui Démocratique (RASD), son voisin au Sud, un pays indépendant depuis le 27 février 1976, suite à la victoire du Front Populaire de Libération de Saguia al-Hamas et Rio de Oro (Frente Polisario) dans l'ancien Sahara Occidental, occupé par l'Espagne comme

Territoire outre-mer. La RASD, reconnue comme État par l'Union Africaine, est un pays grand comme la moitié de l'Espagne, qui dispose de mines de phosphate, un ingrédient essentiel pour les fertilisants, et dont les 1100 km de côte atlantique représentent non seulement une grande richesse de pêche, mais également une valeur géostratégique. Et avant Trump, les États-Unis avaient toujours suivi l'orientation de l'ONU, depuis 1975, de refuser la souveraineté de Rabat sur ce territoire. D'où vient donc cette défense de la politique coloniale d'un pays qui autre fois, en 1777, fut le premier à reconnaître formellement outre-atlantique l'Indépendance des États-Unis ?

Ligue Communiste des
Travailleurs section belge de la
LIT-QI

10 février 2021

Un tweet de Trump nous l'explique : « *Un autre succès HISTORIQUE aujourd'hui ! Nos deux GRANDS amis, Israël et le Royaume du Maroc se sont mis d'accord pour établir des relations diplomatiques pleines, une grande avancée pour la paix au Proche Orient !* » (1) C'est un coup sévère porté à la lutte de peuple palestinien, mais aussi à celle du peuple sahraoui, devenu monnaie d'échange dans la politique criminelle étasunienne de soutien à l'État sioniste.

En fin de mandat, Donald Trump présente cette annonce comme un

succès de sa diplomatie pro-israélienne. Cet accord est un maillon en plus d'une politique de soi-disant « pacification » au Proche Orient, en réalité, de soutien à l'État sioniste comme gendarme pour briser les luttes des peuples, solidaires avec les justes revendications du peuple palestinien contre la colonisation de son pays.

La normalisation des relations diplomatiques avec Israël avait déjà eu lieu en Égypte (1979) et en Jordanie (1994). Et le 13 août 2020, Trump annonçait un autre « grand accord historique ». Les « Accords d'Abraham » (2) entre Israël et les Émirats-Arabs-Unis et entre Israël et Bahreïn, ont été signés le 12 et le 15 septembre 2020 à Washington pour normaliser les relations entre ces États arabes

et l'État sioniste. Et le 23 octobre, Trump annonce un accord similaire entre Israël et le Soudan. Dans ce cas, c'est le prix payé par le Soudan pour que Trump enlève ce pays de la liste noire des « États terroristes », établie en 1993.(3)

La raison ultime de tous ces accords est de briser la solidarité des peuples respectifs avec la cause palestinienne, qui refusent de banaliser la colonisation de la Palestine par Israël.

Mais dans les relations entre le Maroc et Israël, il n'y a pas que Trump. Dans le gouvernement marocain, le parti islamiste Justice et Développement (PJD) a même dû faire face à la rébellion de sa jeunesse, scandalisée par ces accords.

Les liens entre le Maroc et Israël

Le rapprochement diplomatique Maroc-Israël date déjà depuis quelques mois, voire des années sur le plan informel.

Les autorités marocaines présentent cet accord comme nécessaire, avec l'argument qu'il y a de nombreux juifs d'origine marocaine : 1 million pour une population israélienne de 8 millions d'habitants. En plus, un tiers des ministres sont des juifs d'origine marocaine. Il faudrait donc, dit-on, reconnaître cet état de fait et trouver une solution humaine au conflit, avec le temps...

Ce que ne disent pas les autorités marocaines, c'est que les dirigeants marocains ont toujours eu des relations avec l'État sioniste, et il s'agit en fait d'officialiser des liens étroits. Les racines de cette collaboration entre les deux États remontent à la complicité du régime marocain lors de l'émigration massive de juifs marocains en Israël dans les années 1950-60. Rien qu'entre 1961 et 1964, il y a eu une émigration de 97 000 personnes.

La diplomatie secrète d'Hassan II est maintenant en partie connue, notamment sa collaboration avec le Mossad (qui a pu installer une antenne au Maroc) pour éliminer en septembre 1965 Mehdi Ben Barka, le grand dirigeant de l'opposition marocaine, pan-africaniste convaincu, ainsi que pour espionnage des négociations de la Ligue arabe dans le même mois de septembre 1965 lors des préparatifs de guerre contre Israël. Ce n'est d'ailleurs pas étonnant, car Hassan II plaida en 1964 dans la Ligue arabe pour une attitude « réaliste » avec Israël et créa une commission qu'il présidera sur le règlement du conflit. Le Maroc, à partir de cette date deviendra l'interlocuteur privilégié des pays occidentaux avec la Ligue arabe.

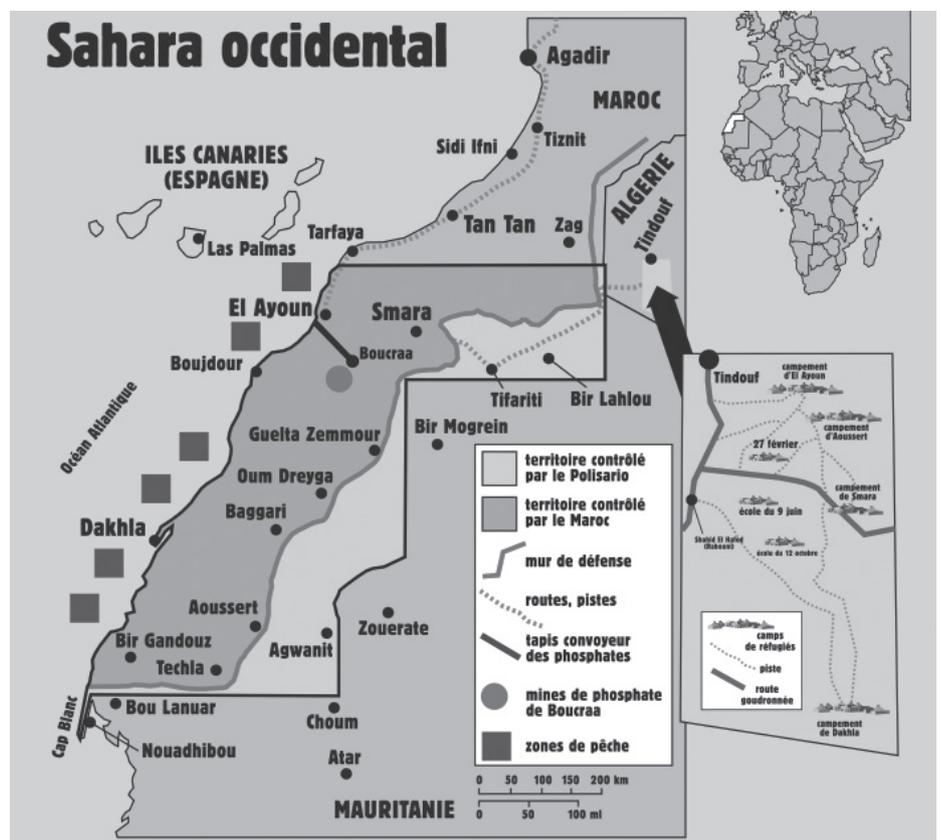
En 2000, sous la pression du mouvement populaire qui manifestait sa profonde solidarité avec l'Intifada du peuple palestinien et contre l'État sioniste d'Israël, le Maroc a fermé le bureau de liaison avec Israël à Rabat. Aujourd'hui, au moment même où l'accord est annoncé par les autorités marocaines, il y a un petit mot hypocrite qui réitère leur soutien au peuple palestinien. Hypocrite, car, contrairement au peuple marocain et à la communauté juive marocaine installée dans la vieille ville de Jérusalem, le régime marocain collabore avec les crimes du sionisme qui viole le territoire palestinien et détruit leurs cultures et leurs maisons.

Aujourd'hui, un nouveau cran est franchi en affichant au grand jour la collaboration avec l'enclave coloniale. Car, si un volet des accords facilité les liaisons aériennes, c'est d'abord et surtout pour les marchandises, et non pour les citoyens israéliens d'origine marocaine. C'est le volet sur les relations économiques

et de liberté d'investissement, qui va profiter en première instance au Maroc. Quant au bénéfice pour Israël, le principal est bien sûr l'affaiblissement du soutien à la cause palestinienne parmi les gouvernements de la région.

Le régime marocain et l'impérialisme étasunien et européen contre le peuple sahraoui

L'accord prévoit la reconnaissance par les États-Unis de la souveraineté du Maroc sur la République Arabe Sahraoui Démocratique (RASD), jusqu'en 1975 le Sahara Occidental, un Territoire outre-mer de l'Espagne, en fait une colonie. Le territoire est actuellement toujours revendiqué par le Maroc et en grande partie occupé par ses troupes. Pour cela, de nombreuses campagnes et opérations de propagande ont tenté de créer de toutes pièces un nationalisme marocain revendiquant ce territoire. Cette propagande



chauviniste est très astucieuse et transforme tous ceux qui osent critiquer l'accord avec Israël d'ennemi de la cause nationale marocaine, car cela revient à remettre en question la reconnaissance du « Sahara occidental » comme partie intégrante du territoire national.

L'exploitation de ce territoire ne s'ouvre pas uniquement au Maroc, mais également à l'impérialisme étasunien et européen, par le biais de traités commerciaux d'investissement. Le Maroc est ainsi une plateforme d'investissement de capitaux pour exploiter le sud du Sahara. Et au premier plan se trouve l'impérialisme français qui y applique sa politique néocoloniale.

La lutte du peuple sahraoui est donc un réel problème pour le Maroc et pour l'impérialisme mondial. C'est pour cela que l'armée marocaine a construit dans la RASD, avec la collaboration d'Israël et de l'Arabie saoudite, le Mur des Sables, un mur de 2700 km, équipé de 7 millions de mines et défendu par plus de 100 mille soldats. Un mur qui est une tragédie pour la population locale, car il sépare les familles et déstructure l'économie locale.⁽⁴⁾

C'est dans ce cadre que les États-Unis ont conclu dans la foulée de ces accords un contrat de vente de quatre drones de surveillance et de combat pour un million de dollars. Ce qui vient compléter le montant de plus de 10 milliards en 2019. La France, pour sa part, a vendu au Maroc depuis 2008 pour plus de 2 milliards d'euros de matériel militaire (armes, munitions, satellites-espions), dont l'acquisition en 2019 de systèmes d'artillerie sur camion de type CAESAR. Cela doit consolider une armée marocaine dont la tâche attendue est de reprendre le contrôle sur « son » « Sahara occidental ».

Lutter pour la souveraineté des peuples !

Face à cette énième trahison du roi et de la bourgeoisie marocaine, nous réaffirmons notre **total soutien au peuple palestinien** en re-

soutiennent la cause palestinienne à manifester leur **rejet de cet accord de la honte !**

Notes

⁽¹⁾ [https://elpais.com/internacional/2020-12-10/marruecos-logra-que-ee-uu-reconozca-su-soberania-sobre-el-](https://elpais.com/internacional/2020-12-10/marruecos-logra-que-ee-uu-reconozca-su-soberania-sobre-el-sahara-occidental-a-cambio-de-iniciar-relaciones-diplomaticas-con-israel.html)



jetant cet accord qui constitue un véritable crime contre ses droits légitimes. Nous refusons également toutes les prétentions du régime marocain sur son ancien *Territoire d'outre-mer* et **nous soutenons pleinement le peuple sahraoui de la RASD pour ses revendications légitimes d'indépendance.**

Les **travailleurs marocains** ne doivent pas succomber à la propagande chauviniste du régime marocain qui les dresse contre leurs frères et sœurs du Sahara. Au contraire, ce n'est que par une **lutte unie pour une fédération de Républiques socialistes du Maghreb**, dans le respect des spécificités de chacun, qu'ils pourront prospérer dans un Maroc qui développe ses potentialités en partenariat avec ses voisins.

Mais pour cela il faut commencer par rejeter ces accords de la honte. **La Belgique doit reconnaître la RASD** comme État indépendant. En Belgique, mais également en France et partout dans le monde, nous appelons les organisations, mouvements, partis, syndicats qui

[sahara-occidental-a-cambio-de-iniciar-relaciones-diplomaticas-con-israel.html](https://elpais.com/internacional/2020-12-10/marruecos-logra-que-ee-uu-reconozca-su-soberania-sobre-el-sahara-occidental-a-cambio-de-iniciar-relaciones-diplomaticas-con-israel.html)

⁽²⁾ Le nom essaye de camoufler l'agression sioniste sous un manteau multiculturel : « Les peuples arabe et juif sont les descendants d'un ancêtre commun, Abraham, et aspirent à favoriser une vision réaliste d'un Moyen-Orient où vivent musulmans, juifs, chrétiens et peuples de toutes confessions, dénominations, croyances et nationalités dans un esprit de coexistence, de compréhension mutuelle et de respect mutuel. » https://fr.wikipedia.org/wiki/Accords_d'Abraham#Traité_de_paix_entre_les_Émirats_arabes_unis_et_Israël

⁽³⁾ <https://elpais.com/internacional/2020-10-23/israel-y-sudan-normalizaran-sus-relaciones-con-la-mediacion-de-ee-uu.html>

⁽⁴⁾ <https://www.spsrasd.info/news/fr/articles/2016/10/16/4803.html>

>> SUITE DE LA DERNIÈRE PAGE (Hasél)

Il existe une série d'articles du code pénal qui menacent le droit à la liberté d'expression, comme l'article 491, qui inclut les crimes pour « insulte à la couronne », le 578 pour « glorification du terrorisme » (pour lequel Hasél et Valtonyc sont condamnés) ou le 525, qui protège les « sentiments religieux » et selon lequel l'auteur de « chatte insoumise », né à Malaga, a été jugé. Au total, l'Espagne a traité **128 peines de prison pour des délits**

d'expression. Nous devons exiger du « gouvernement le plus progressiste de l'histoire » l'abrogation immédiate des articles du Code pénal qui n'ont d'autre but que de faire taire les voix critiques contre **un régime autoritaire né du régime de Franco**, qui trouve son expression maximale dans la Monarchie, liée à l'Église et garante de l'unité forcée de « l'Espagne ».

Nous ne pouvons pas non plus permettre que l'on continue à nous réprimer pour protester contre ces atteintes à nos libertés démocratiques. L'abrogation de la « loi Mordaza » (loi bâillon) est une revendication de la rue depuis son imposition en 2015. C'était une stratégie électorale du PSOE et de Podemos, qui pendant leur campagne nous avaient promis l'abrogation, mais il n'y a aucun signe que la promesse se concrétisera. **La « loi Mordaza » est une attaque de plus contre notre liberté d'expression**, car elle donne libre cours aux abus de la police lors des manifestations et impose des sanctions disproportionnées pour le simple fait d'exercer notre **droit de protester**.

Nous condamnons les abus de la police lors des manifestations pour l'emprisonnement de Pablo Hasél, qui ont conduit à la perte d'un œil d'une jeune fille de 18 ans à Barcelone. **Nous exigeons l'épuration des responsabilités** de ce fait et la libération immédiate et sans charge des détenus, qui sont déjà plus de 40 dans tout le pays.

On ne peut pas non plus passer sous silence la récente mise en scène judiciaire autour du cas Hasél puisque, avant la réaction dans la rue et la répudiation populaire de cette atteinte à nos libertés, **l'Audience nationale de Lleida a infligé une nouvelle peine de 2 ans et demi au rappeur**, 3 jours après son incarcération, pour une prétendue

menace qu'il aurait faite en 2017 à un faux témoin qui avait couvert certains gendarmes dans un procès contre eux pour agression sur un mineur. Ce n'est rien d'autre qu'une tentative de la justice du Régime, soutenue par le gouvernement, de retourner l'opinion publique contre Hasél afin que son emprisonnement ne soit pas associé à la violation de notre droit à la liberté d'expression. En outre, le double critère de la justice franquiste est évident : les agressions policières restent impunies alors qu'elles ajoutent des années à la peine de Hasél.

En tant que Corriente Roja, nous demandons au gouvernement d'intervenir :

Libération immédiate et sans charges de Pablo Hasél et de tous les condamnés pour avoir combattu !

Absolution de tous les prisonniers et exilés politiques !

Abrogation de la loi Mordaza et de tous les articles antidémocratiques du code pénal !

Liberté d'expression et d'organisation !

>> SUITE DE LA DERNIÈRE PAGE (María Rivera)

Nous rejetons totalement l'action de la Police et de la Justice. La Police est aujourd'hui l'une des institutions les plus remises en cause par le peuple chilien et elle n'a aucune légitimité pour prendre des mesures judiciaires ou autres contre les militants sociaux. Nous savons aussi que la Justice est au service des familles qui se sont approprié le pays, et des capitalistes étrangers. C'est pourquoi elle condamne et persécute les militants et laisse libres les assassins de la Police et de l'Armée, et elle laisse en liberté les riches corrompus

qui exploitent les travailleurs et plongent le peuple dans la misère et la contagion au Covid.

Cette attaque contre notre camarade et notre organisation s'inscrit dans le contexte de la persécution et l'emprisonnement de militants qui n'acceptent pas de baisser la tête et continuent à lutter pour de réelles transformations sociales. Depuis la signature de l'Accord de Paix, nous avons dénoncé le fait que l'actuel processus de Constituante est totalement antidémocratique, car pendant que se déroulent les élections, il y a encore des centaines de prisonniers politiques, des milliers de personnes persécutées, et une Police qui continue de tuer des travailleurs et des jeunes dans les rues du pays.

Depuis le début de cette Révolution, notre organisation a lancé un appel légitime aux troupes de la Police et de l'Armée pour qu'ils n'attaquent et ne massacrent pas leur propre peuple. Nous réaffirmons cet appel à toutes les troupes de la Police et de l'Armée : n'obéissez pas à vos officiers corrompus pour massacrer votre propre peuple !

Nous réaffirmons également que **notre camarade et notre organisation ne vont pas se taire !**

Nous appelons toutes les organisations sociales et de défense des droits humains, les combattants, les collectifs, les candidats indépendants et qui ont opté pour la lutte, à se solidariser avec notre camarade.

Dès maintenant, nous entamons une campagne nationale et internationale en défense de notre camarade ! Nous n'accepterons aucune intimidation, nous n'accepterons pas qu'ils s'en prennent à notre camarade, à notre organisation et à une candidature révolutionnaire !

En défense des militants :

Toute notre solidarité avec Pablo Hasél et celles et ceux réprimés pour avoir pris sa défense !

Basta de la répression et de l'impunité policières ! Abrogation immédiate de la loi Mordaza et de tous les articles anti-démocratiques du code pénal ! Liberté d'expression !

Corriente Roja, section de la LIT-QI en Espagne

20 février 2021

La réaction dans la rue après l'emprisonnement du rappeur Pablo Hasél ne s'est pas faite attendre : l'indignation face à ces absurdités antidémocratiques mobilise des milliers de personnes dans les principales villes du pays. Même la presse internationale s'est faite l'écho de cette injustice flagrante qui, malheureusement, n'est pas un cas isolé. **L'Espagne est le pays qui compte le plus grand nombre d'artistes emprisonnés à l'échelle internationale**, avec un total de 14 prisonniers à l'heure actuelle.

Nous nous souvenons tous du célèbre cas des Marionnettistes ou du rappeur Valtonyc, exilé depuis plus de 2 ans maintenant, fuyant pour la même condamnation que celle qui tombe maintenant sur Hasél.

> **Suite de l'article en page 18**

Une pétition a été lancée en Belgique, vous pouvez la retrouver sur la page facebook suivante :



<https://www.facebook.com/Liberté-pour-Pablo-Hasél-111551094322367>

Nous rejetons la persécution de María Rivera par la Police et la Justice !



Nous avons appris aujourd'hui (15 février) que notre camarade María Rivera, dirigeante du MIT, et de Defensa Popular, et candidate aux élections à l'Assemblée Constituante pour la circonscription 8 (sur la Lista del Pueblo), est convoquée pour témoigner en tant qu'accusée devant la Justice pour le crime présumé de « sédition abusive ».

Direction nationale du Movimiento Internacional de Trabajadores (MIT) la section chilienne de la LIT-QI

15 février 2021

Le procès a été instruit par le commandement de la Police (les Carabineros) contre notre camarade, pour avoir appelé ouvertement les troupes des forces répressives à cesser de massacrer notre peuple.

> **Suite de l'article en page 19**